

L'info Luttes 76

N°9 - FÉVRIER 2026 | infoluttes76@orange.fr

LES ÉLECTIONS
MUNICIPALES

SYNDICATS EN LUTTES

SOLIDARITÉ



RETOUR EN IMAGES ...



Belle AG de rentrée à Dieppe



Le 15 janvier à Montreuil, la CGT a organisé une conférence sur l'immigration et les droits des travailleurs étrangers.



65 personnes ont défilé le 6 janvier à Dieppe contre l'impérialisme américain



Le 8 janvier, une trentaine de camarades ont participé aux vœux de l'UL de Quevilly - Couronne



Mobilisation des agents territoriaux de la Ville de Rouen



Le 12 janvier, Christophe Callay présente les vœux de l'UD à la Maison CGT



Le 16 janvier, Cyndy Hollingue présente les vœux de l'UL de Dieppe

L'info luttés 76, c'est votre journal !

Envoyez vos photos et articles à infoluttés76@orange.fr (nous les ferons paraître aussi sur l'application de l'UD).

SOMMAIRE



Actualités

Retour en images...	2
Edito	3
Ils font l'actu	4-5
Dossier : Les élections municipales	6
Qualité vie syndicale	8

Les immanquables

Regard sur le juridique	9
Solidarité	10
A vos agendas	11
Culture	12



QR CODE UD CGT 76

RETENEZ DÈS À PRÉSENT LA DATE
DU CONGRÈS DE L'UD CGT 76

ÉDITO



RUIS David

CHAPELLE DARBLAY

Refuser un désastre écologique et économique

Il est des luttes qui n'en finissent pas d'être riches en rebondissements. La lutte des Pap'Chap en fait partie. Durant 2096 jours de lutte, ce fleuron de l'industrie papetière aura connu des hauts et des bas sans que les camarades ne lâchent jamais rien.

Mais aujourd'hui, nouveau coup de tonnerre. L'entreprise qui il y a quelques mois encore semblait sauvée avec enfin le réveil de l'Etat qui annonçait un soutien financier de 52 millions d'euros après des mois de tergiversation, connaît un nouveau revers.

Fibre Excellence annonce traverser une crise financière et menace d'abandonner toute production papetière en France, en invoquant la hausse des coûts de la biomasse, du bois et de l'énergie.

Le groupe papetier pose un ultimatum, si aucune solution n'est trouvée à la fin Mars :

Il ferme Tarascon et Saint-Gaudens et de fait, abandonne définitivement la réouverture de la Chapelle Darblay. C'est près de 1 000 emplois supprimés, et autant qui ne pourront être créés.

Pour la CGT, pas question de céder à ce nouveau chantage. La sauvegarde et la maîtrise de notre industrie sont vitales pour le pays.

Cette situation n'est pas une fatalité, elle est le résultat de choix politiques et économiques opérés depuis plus de vingt ans.

Les politiques industrielles ont trop souvent privilégié une logique de financiarisation de court terme, fondée sur la compétitivité par le coût du travail, la compression de l'emploi, la dérégulation sociale et environnementale, et la distribution massive d'aides publiques sans pilotage stratégique ni contreparties suffisantes.

Cette orientation n'a ni relancé l'investissement productif, ni sécurisé les parcours professionnels, ni renforcé durablement notre appareil industriel.

Il est temps de tourner la page de ces politiques inefficaces et de bâtir une stratégie fondée sur l'investissement productif, la qualité de l'emploi, la formation tout au long de la vie, une juste rémunération du travail et une transition écologique juste.

Cette inaction ne peut plus durer, d'autant que le contexte économique mondial est marqué par une intensification de la concurrence pour l'accès aux ressources industrielles stratégiques, aux technologies clés et aux capacités de production.

Pour la CGT, il n'est pas question de voir s'installer une nouvelle friche industrielle, qui serait un désastre environnemental et social.

Notre mobilisation sera déterminante pour peser sur Fibre excellence et le gouvernement.

Mercredi 11 février, soyons nombreux à partir de 12h30 jusqu'à 14h à la papeterie Chapelle Darblay.

N°9- février 2026

Diffusion numérique

Mise en page : Ana De Sousa

ont participé à la rédaction de ce numéro :

D Ruis, C Callay, S Couturier, J Leoz, M Masdebrieu, F Huard



Imp. Rivet Presse Edition, Limoges

ILS FONT L'ACTU

CONGRÈS DE L'USR CGT 76 : REVENDICATIF ET DÉTERMINÉ !



Les retraités CGT de Seine Maritime se sont réunis en congrès les 18 et 19 novembre dernier à Bolbec, en présence du secrétaire général de l'UD CGT 76, pour définir leur stratégie revendicative et leur volonté de se démultiplier dans le Département.

Près de 90 camarades retraités ont passé en revue l'actualité politique du moment et dénoncé avec force les attaques dont ils sont l'objet de la part du Gouvernement et du patronat.

Attaques d'autant plus injustifiées que les grandes entreprises, les plus riches de notre pays sont peu ou pas sollicités pour répondre aux déficits des comptes publics et de la Sécurité Sociale, que le pouvoir a sciemment creusé en multipliant les cadeaux, depuis des années, aux entreprises et ce, sans contre parties.

Face à cela, les congressistes ont défini leur feuille de

route revendicative au niveau départementale : sur la sécu, les transports, la défense des services publics, ou le renforcement des syndiqués retraités au sein de la CGT.

La Sécurité Sociale, créée par Ambroise Croizat au sortir de la guerre, a été au cœur des débats.

Si la Sécurité Sociale est une affaire intergénérationnelle, elle est d'autant plus importante pour les retraités que le vieillissement de la population engendre des contacts plus fréquents de cette population avec le monde médical.

Défendre nos revendications... notre protection sociale demande que nous nous renforçons.

Pour cela ces deux jours ont permis de rappeler les liens nécessaires avec les salariés actifs, pour que la continuité syndicale devienne un réflexe dans nos syndicats.

Le renforcement de nos sections et syndicats est donc fondamental si nous voulons faire plier nos gouvernants.

A l'issue du congrès, une nouvelle équipe, rajeunie, a été élue, renouvelant sa confiance au secrétaire général sortant Michel Masdebrieu afin de se donner les moyens de nos ambitions.



Un bon et beau congrès avec un cahier revendicatif et une équipe plus déterminée que jamais.

QUAND ON TOUCHE À UN.E CAMARADE DE LA CGT, ON TOUCHE À TOUTE LA CGT !

Du jamais vu dans le patio de la Confédération. Près de 2500 personnes, dont 500 non syndiqués se sont rassemblées au siège de la CGT mercredi 4 février 2026 pour défendre les libertés syndicales, à la suite de la mise en examen de sa secrétaire générale, Sophie Binet. Plusieurs camarades de Seine-Maritime avaient fait le déplacement.

« Quelque chose de grave se passe. Jamais un secrétaire général n'avait eu droit à une plainte suite à des propos tenus dans la presse pour commenter l'actualité. Les militants de la CGT sont les premiers à dire que 80% de leurs tracts pourraient faire l'objet de telles procédures. On assiste à une remise en cause progressive des libertés depuis 10 ans. Même si les syndicats gagnent

en justice, ces procédures bâillons décomplexent la répression patronale », a alerté Sophie Binet.

Alors qu'un millier de militants sont victimes de procédures judiciaires ou disciplinaires, le syndicat annonce la publication d'un baromètre annuel des libertés syndicales et appelle les parlementaires à adopter une loi pour protéger les libertés.

De plus, la CGT a décidé d'adopter la politique du name and shame (nommer et faire honte) afin de dénoncer les entreprises qui discriminent en toute impunité.

Plus que jamais ne cédon rien au patronat, mobilisons-nous contre les discriminations syndicales !



Vous pouvez retrouver l'intégralité du meeting [ici](#)

LA SANTÉ, C'EST L'AFFAIRE DE TOUTES ET TOUS !

Pari réussi pour cette initiative co-organisée par l'UD et l'USD 76. Plus de soixante-dix camarades, majoritairement issues de la santé et du social ont participé à cette journée de formation.



Si la sécurité sociale est au cœur des débats, les interventions parlent d'un quotidien difficile... Conditions de travail mais aussi d'accueil des patients, statut, qualifications, salaires... Aucun aspect n'est éludé avec de nombreuses interventions.



Bien que cette journée ait été réservée exclusivement aux camarades de la CGT, on peut regretter le manque de participation de l'interpro. Pour autant ce temps de travail, aura éclairé sur la situation actuelle, et permettra de déployer, vers les salariés, les usagers, la population et les élus, un cahier revendicatif CGT construit collectivement.

OUI, LES RETRAITÉ-ES ONT LE DROIT DE VIVRE DIGNEMENT ! OUI, LES RETRAITÉ-ES ONT DES REVENDICATIONS ! LE 2 AVRIL LES RETRAITÉS SONT MOBILISÉS !

La période actuelle est complexe et peut susciter une angoisse légitime. La remise en cause du droit international, la multiplication des conflits armés et les tensions mondiales, la progression de l'extrême droite dans le monde ont de quoi inquiéter et ne sont pas à négliger. Pour autant, il ne faut pas se résigner !

C'est dans cet état d'esprit que le cadre de la future journée de mobilisations des retraités du 2 Avril prochain, l'USR 76 appelle à la mobilisation.

Leur colère est légitime parce que les moyens existent: 211 milliards d'euros sont versés aux entreprises sans contrôle de l'utilisation des fonds ; les entreprises du CAC 40 distribuent près de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires, en 2024 alors qu'elles bénéficient d'allègements de cotisations sociales.

Outre le fait de mobiliser sur les enjeux nationaux : hausse des pensions, revalorisations des retraites complémentaires, le maintien et le développement des services publics, la construction de logements sociaux abordables, etc, ces actions permettront de mettre en avant la gratuité du stationnement pour se rendre au CHU et de la nécessité d'augmenter sensiblement le nombre de places pour cet hôpital régional.

Une pétition circule et est disponible dans les unions locales de l'agglomération rouennaise.

DOSSIER : LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES AURONT LIEU LES 15 ET 22 MARS PROCHAINS, ET PERMETTRONT D'ÉLIRE LES CONSEILLERS MUNICIPAUX POUR 6 ANS.

C'est une échéance très importante pour le quotidien des travailleuses et des travailleurs du fait des prérogatives des communes et des intercommunalités : éducation maternelle et primaire, petite enfance, culture, sport, logement, aménagement du territoire, action sociale...



C'est aussi une échéance importante sur le plan national car elles détermineront les résultats aux élections sénatoriales qui suivront en septembre 2026. Il s'agit de la dernière échéance électorale avant les élections présidentielles, c'est donc aussi pour les partis un premier enjeu de construction du rapport de force. Cet enjeu national a d'ailleurs malheureusement

tendance pour partie à écraser l'enjeu spécifique des élections municipales.

Enfin, le danger de l'extrême droite est très fort sur ces échéances :

Alors que le RN a toujours eu du mal à s'implanter dans les communes, les municipales figurent désormais au cœur de leur stratégie, comme en atteste le projet Périclès avec l'objectif de gagner 1000 communes. Le RN annonce déjà le dépôt de 650 listes, un record.

Tous les sondages montrent la progression continue des idées d'extrême droite et des intentions de vote en leur faveur qui les placent en tête.

Mesurons l'impact sur la CGT de 500 ou 1000 municipalités dirigées par le RN ! Ce serait autant d'endroits où les locaux de nos UL seraient immédiatement fragilisés, où les territoriaux CGT mais aussi toutes les professions qui dépendent de délégations de services publics à commencer par les transports urbains, la culture... seraient immédiatement attaqués.

Il est donc indispensable que la CGT ait une stratégie sur les élections municipales.

- Face au danger de l'extrême droite, appeler à la responsabilité politique. Cet appel s'adresse à la gauche, qui ne peut laisser l'extrême droite gagner par ses divisions, et à la droite, dont les alliances ou compromissions avec l'extrême droite font tomber les digues républicaines.
- Interpellation nationale des partis hors RN autour de 10 à 15 propositions précises pour les élections municipales.
- Mise à disposition d'un tract à destination des salariés, expliquant le rôle des élections municipales, l'importance du vote, les propositions de la CGT, et rappelant clairement que l'extrême droite représente un danger pour les mairies.

Enfin, conformément à nos statuts,

- Exclusion des syndiqués qui seraient candidats ou feraient campagne pour des listes

d'extrême droite ou composées de militants d'extrême droite (certains avancent masqués et se présentent sans étiquette). Un groupe de travail va être mis en place au niveau de l'UD afin d'étudier les listes.

- Interdiction d'utiliser le sigle CGT en cas de candidature ou de soutien à une liste.

De plus, nous refusons d'importer des querelles partisans dans l'organisation. La plus grande vigilance s'impose sur le respect de l'indépendance syndicale. La période qui s'ouvre, avec les municipales puis les présidentielles voire de nouvelles législatives seront de plus en plus politicienne.

Il nous faut protéger notre organisation de toute instrumentalisation dans des enjeux partisans.

Au vu du paysage des municipales, la position de la CGT est d'appeler à voter contre l'extrême droite, d'interpeller les partis et de faire connaître leurs réponses à nos propositions mais, de ne pas donner de consigne de vote au 1er tour à part le fait de voter contre l'extrême droite.



Lutter pour battre l'extrême-droite Stop aux mairies brunes

2026 est l'année de tous les dangers, ceux de voir l'extrême-droite conquérir des municipalités et continuer ainsi son ascension vers le pouvoir ultime, l'Élysée.

Dans l'intérêt des salariés, et de la population en général, il faut que l'audience électorale du FN / RN baisse drastiquement.

Les syndicalistes antifascistes de VISA, épaulés par leurs syndicats membres, ont donc conçu cette brochure avec une double approche : Dénoncer les méfaits de l'extrême-droite déjà au pouvoir dans certaines villes et continuer de mettre en garde, avec force arguments, sur les conséquences de sa prise de pouvoir éventuelle.

Car c'est bien en s'appuyant sur la désastreuse réalité de leur politique que nous, syndicalistes, pouvons argumenter auprès des salarié.es pour qu'ils et elles ne se trompent pas de colère lors des élections. Avec des témoignages concrets de la vie dans une mairie brune, avec des éléments de réflexions sur les stratégies du parti frontiste, avec des pistes concrètes pour éviter le pire, **cette brochure donne des « armes » aux militant.es pour convaincre de l'extrême nocivité du vote d'extrême droite.**

AESH : STOP À LA PRÉCARITÉ ORGANISÉE !

Bien que rejetée par le vote, la proposition de loi du Sénat sur les AESH ne répondait pas aux vrais besoins.



Elle reconnaissait que le système actuel est à bout de souffle, mais elle évitait l'essentiel : la création d'un véritable statut de fonctionnaire pour les AESH, avec des droits, une protection et une reconnaissance du métier.

Aujourd'hui encore, les AESH subissent des temps partiels imposés, des salaires insuffisants pour vivre dignement et des contrats précaires qui empêchent toute stabilité.

Cette précarité n'est pas un accident : elle est le résultat de choix politiques assumés.

Les mesures présentées comme des « avancées » restaient largement insuffisantes : quelques ajustements à la marge, des formations sans réelle reconnaissance professionnelle et toujours aucune garantie de temps complet pour toutes et tous.

Pendant ce temps, les AESH continuent d'être traités comme une main-d'œuvre flexible, déplacés d'un établissement à l'autre, trop souvent exclus des équipes éducatives, alors que leur travail est indispensable au fonctionnement de l'école.

Cette inclusion à bas coût pénalise aussi les élèves en situation de handicap et leurs familles : manque de continuité dans l'accompagnement, ruptures de suivi, inégalités renforcées.

La CGT le dit clairement : ce système ne fonctionne pas et il maltraite les personnels comme les élèves. Il est urgent de rompre avec ces politiques de précarisation.

La CGT revendique un statut de la fonction publique de catégorie B, un vrai salaire, un temps complet choisi et le respect du métier d'AESH.

RASSEMBLEMENT POUR LA RÉINDUSTRIALISATION

Nos territoires, et particulièrement en Seine-Maritime, sont touchés de plein fouet par une désindustrialisation organisée par le Patronat et le Gouvernement.

Le résultat est catastrophique, pour les citoyens, qui paient le prix fort en termes de conséquences financières et environnementales, de désertification de leur territoire, et plus encore pour les salarié.e.s des secteurs concernés qui voient leur usine, administration et emploi détruits.

La CGT, fait état depuis 2024 des nombreuses pertes d'emplois liées à cette politique dévastatrice, et porte des revendications industrielles et environnementales pour gagner une véritable stratégie industrielle nationale, qui acte le développement des emplois dans ce secteur primordial.

Après la Chapelle Darbaly, ce qui se passe à Legrand Normandie, avec la volonté de fermer toute la production à Fontaine Le Bourg et de délocaliser vers des pays à moins-disant social et environnemental, des productions pourtant essentielles à plusieurs autres secteurs industriels en France et en Europe, est un des nombreux exemples de ce qui ne faut pas faire !

Le Syndicat CGT de Legrand Normandie, avec l'UL CGT de Rouen et le collectif de ré industrialisation de la Vallée du Cailly, territoire fortement touché par ce désengagement, ont donc décidé d'une action, faisant suite à celle de décembre 2024.

Nous vous invitons donc nombreuses et nombreux à venir au RASSEMBLEMENT, en présence de SOPHIE BINET, notre Secrétaire Générale, LE JEUDI 19 FEVRIER à 13H15 CENTRE SOCIO CULTUREL BORIS VIAN Rue Louis Lesouef 76770 Malaunay

EMPLOI ET RÉ-INDUSTRIALISATION DE LA VALLÉE DU CAILLY

la cgt

RASSEMBLEMENT ET CONFÉRENCE DE PRESSE AVEC SOPHIE BINET

13H30 RASSEMBLEMENT ET CONFÉRENCE DE PRESSE PUBLIQUE DE SOPHIE BINET

14H00 TABLE-RONDE INTERSYNDICALE SUIVIE D'UN DÉBAT AVEC PAUSE DE 30 MN

15H30 TABLE-RONDE ENTRE ÉLU-ES DE DIVERS PARTIS POLITIQUES SUIVIE D'UN DÉBAT

JEUDI 19 FÉVRIER

RUE LOUIS LESOUËF 76770 MALAUNAY

SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CGT

CENTRE SOCIO-CULTUREL BORIS VIAN

VENEZ ASSISTER AUX DÉBATS, À LA CONFÉRENCE DE PRESSE ET PARTICIPER AUX ÉCHANGES LORS DE LA DEMI-JOURNÉE DE RÉFLEXIONS SYNDICALES ET POLITIQUES SUR L'EMPLOI ET LA RÉ-INDUSTRIALISATION DE LA VALLÉE DU CAILLY.

ATTENTION RASSEMBLEMENT à 13h30

ÇA NOUS CONCERNE

ALERTE !!!! LE GOUVERNEMENT FAIT LE CHOIX D'ALOURDIR NOS FACTURES D'ÉLECTRICITÉ.

Dans la foulée des transports, de la poste, de la santé... le Gouvernement veut amplifier sa politique de destruction à EDF, en cassant le service public et faire payer aux usagers sa politique de casse.

Au 31 décembre 2025, l'ARENH (Accès Régulé à l'Électricité Nucléaire Historique) qui avait pour but de « brader » 25% de la production nucléaire de l'entreprise historique à la concurrence, le dispositif s'arrêtera après 15 ans d'existences.

Personne ne le regrettera, tant ce dispositif a été coûteux à l'opérateur historique EDF, mettant à disposition des opérateurs privés un Kwh à moindre coût, refacturé en revanche aux « clients » au prix fort.

Ce système a eu pour conséquence directe d'augmenter la précarité énergétique de plusieurs millions de foyers.

Le gouvernement s'apprête, dans le cadre du PLF (Projet de Loi de Finance) de 2026, à livrer à la concurrence l'ensemble de notre système électrique, faisant disparaître toutes régulations de la production électrique en supprimant, de fait, les prix administrés, laissant les opérateurs pratiquer des prix selon leur bon vouloir.

Ce n'est plus 25% de la production nucléaire offerte au marché dont il est question maintenant mais 100% de la production, donc une déréglementation totale.

Ce qui se prépare, sans consultation, se traduira par une instabilité des tarifs, faisant exploser les factures.

CGT Énergie opposée à la TVA à 20 %

Le Gouvernement a beau jeu de dire qu'il va baisser la TVA sur les abonnements (1€/mois), quand depuis 2019, les prix de l'électricité ont flambé (+ 70%), ou quand la hausse de la TVA sur l'abonnement est passée dernièrement de 5,5% à + 20%.

Notre système électrique doit, certes, évoluer mais en se recentrant sur sa mission originelle, donnant accès à toutes et tous à un Kwh au juste prix, accessible à tous.

L'avenir, c'est de renforcer le service public, sortir des carcans imposés par les marchés européens, c'est revoir les charges excessives sur les factures d'électricité. Baisser les factures d'électricité c'est possible !

Ce qui coûte cher en facture, c'est plus de 83 Milliards d'€ de dividendes versés aux actionnaires en 25 ans. Le Gouvernement doit tenir compte que l'électricité (tout comme le Gaz) doit être reconnu comme un produit première nécessité, en mettant la TVA à 5,5% au lieu de 20%.

IMPOSONS UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE FORT, CONTRE LA LOGIQUE DU PROFIT.

ET SI VOUS DEVENIEZ «CONSEILLER DU SALARIÉ».

Lors de la dernière élection pour les TPE, plus de 5 500 000 salariés ont été identifiés sans aucune représentation syndicale.

Ils ne peuvent pas participer pas l'intermédiaire de représentant syndicaux à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises. Principe fondamental (article 8 du préambule de notre constitution).

Seuls les conseillers du salarié peuvent, dans la limite d'une procédure de licenciement ou de rupture conventionnelle, être en contact avec les salarié(e)s isolés.

Par l'intermédiaire du conseiller du salarié, la CGT prend contact avec les travailleurs/ travailleuses isolés, et prend connaissance des lieux où nous pouvons développer la syndicalisation. Le conseiller peut aussi faire office de témoin pour le salarié si, par la suite, celui-ci conteste la justification de son licenciement.

Le salarié peut, en effet, produire une attestation de son conseiller témoignant du déroulement, ainsi que du contenu, de l'entretien préalable, l'employeur ne pouvant pas s'opposer à cette démarche.

Les mandats sont départementaux, pour une durée de trois ans. Les candidat(e)s peuvent limiter leurs interventions que sur une partie du département.



Ce sont les syndicats avec validation des UL qui présentent les candidatures au mandat du conseiller du salarié. Ils sont ensuite désignés par le préfet.

Nous allons bientôt renouveler les conseillers du salarié.

Si vous êtes intéressé, n'hésitez pas à nous renvoyer le dossier ou à vous faire connaître auprès de l'UD

LA CGT DE TOUS LES COMBATS AUPRÈS DES TRAVAILLEURS ÉTRANGERS

Car ces récits sont aussi ceux d'une émancipation collective à travers leur rencontre avec la CGT.



Ces luttes ont brisé l'isolement et transformé des travailleurs exploités en militants syndicaux, notamment dans des secteurs où la CGT était peu implantée.

Aujourd'hui à cette réalité s'ajoutent les difficultés de renouvellement des titres de séjour, véritable tri social qui menace l'ensemble des travailleurs migrants comme en témoigne le combat que nous venons de mener pour Mamadassa, travailleur du chantier de l'EPR de Penly.

Une conférence sur les luttes des travailleurs migrants s'est tenue le 15 janvier au siège de la CGT à Montreuil.

Elle a rassemblé anciens travailleurs sans papiers, militants et responsables syndicaux autour d'un même objectif : rendre visibles ces parcours et organiser la riposte face à un pouvoir de plus en plus répressif.



La matinée a été marquée par des témoignages d'anciens travailleurs sans-papiers. Tous ont dénoncé la précarité administrative qui produit une précarité sociale où la peur entrave la contestation.

Dulce a raconté avec émotion et humour son parcours d'enseignante sans papiers et la lutte qui a abouti à sa régularisation et à sa syndicalisation.

L'après-midi a été consacrée aux moyens à mettre en œuvre par les organisations de la CGT pour défendre les travailleurs migrants dans le but d'unir l'ensemble du monde du travail dans la bataille syndicale contre le capitalisme, le racisme et l'impérialisme.

Avec une quinzaine de participants (les membres du collectif travailleurs sans papiers, Mamadassa et trois des anciens livreurs d'Amazon grévistes de 2022), l'UD CGT 76 a transmis son expérience.

Rappelons que personne ne fuit sa terre par choix ; l'exil est la conséquence directe des pillages économiques et des guerres impérialistes.

Nous avons aujourd'hui besoin d'une unité d'action humaniste et d'une mobilisation collective pour contrer les mesures racistes du gouvernement.





LE SAVIEZ-VOUS ?

INDECOSA UNE ASSOCIATION POUR L'INFORMATION ET LA DEFENSE DES CONSOMMATEURS ET DES SALARIÉS
INDECOSA-CGT EST UNE ASSOCIATION LOI 1901 CRÉÉE PAR LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL EN 1979. SON PRINCIPAL OBJECTIF EST LA DÉFENSE DE TOUS LES CONSOMMATEURS, DU SALARIÉ AU RETRAITÉ.

Encore trop méconnue chez les adhérents de la CGT, Indecosa est pourtant amenée à défendre un grand nombre d'utilisateurs sur notre département. Elle se finance grâce aux cotisations versées par ses adhérents, par des subventions versées par l'État, la vente de sa revue bimestrielle « IN Magazine », ainsi que de diverses publications d'information et de matériels. Elle organise régulièrement des colloques, des conférences, des journées d'étude, des formations pour parfaire sa connaissance des questions de la consommation.

Ces principales missions s'articulent autour des thématiques suivantes : Transport et mobilité ; Banque et argent ; Habitat et logement ; santé et l'accès aux soins. Info luttés 76 reviendra régulièrement sur les activités d'Indecosa.

Pour en savoir plus

Permanences tous les mardis de 9h30 à 12h30 et de 14h à 17h30 au 187 rue Albert Dupuis - Rouen.

Tél. : 02 35 58 88 53

Courriel : indecosa@cgt76.fr



Le chagrin n'a pas de prix mais il a son commerce. À l'heure de l'ultime séparation, le deuil des familles est une levure de choix pour les profiteurs de sépultures. Peu contrôlées, en situation de quasi-monopole, les plus grosses compagnies de l'industrie funéraire imposent leur loi et facilitent des abus de toute sorte. Pas facile d'y résister en situation de fragilité.

INDECOSA - CGT - INFORMATION ET DÉFENSE DES CONSOMMATEURS SALARIÉS

JULES DURAND

Le 20 février 2026 marquera les 100 ans de la mort de notre Camarade Jules Durand.

Au Programme :

17h30 : Discours et inauguration de la plaque commémorative

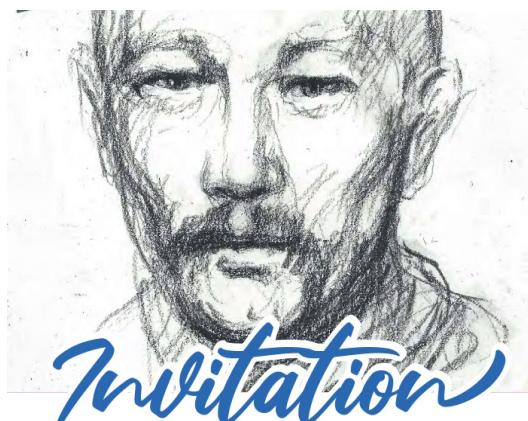
18h10 : Représentation de la pièce Un certain Jules Durand par la compagnie Les Mots à

Dire

À partir de 19h : Verre de l'amitié dans la salle des syndicats renommée à cette occasion « Salle Jules Durand », accompagné d'une exposition retraçant la vie de Jules Durand.

Pour des raisons d'organisation et de sécurité liés à la jauge, le nombre de places est malheureusement limité.

Ci-contre le lien d'inscription : [Cérémonie d'hommage à Jules Durand](#)



Vendredi 20 février 2026 à 17h30

**Cérémonie d'hommage
à Jules Durand**

Centre Hospitalier du Rouvray
Cafétéria des patients
4 rue Paul Etard
76300 Somerville-les-Rouen



À



PARCE QUE LA CULTURE, C'EST POUR TOUT LE MONDE,
les 3 Unions locales CGT de Quevilly-Couronne, Ser-Oissel-Sotteville et Rouen, s'unissent pour vous proposer un moment privilégié de découverte et de rencontre...



Avec Mathieu Létuvé

LA

d'après le livre de
JOSEPH PONTIUS

LIGNE

FEUILLETS D'USINE

Vendredi 13 mars – 20h00

ENTREE LIBRE - Salle Marx Dormoy – Gd Quevilly

Echange avec l'artiste à la fin de la représentation

Ouverture dès 19h00 – Petite restauration

Réservation conseillée : 06 30 68 57 43 – ulcgt.quevillicouronne@orange.fr